« Plus de vingt paysanneries contrastées en révolution ». De la pluralité des dynamiques sociales du politique en milieu rural pendant la révolution

*“More than twenty peasant communities contrasted during the Revolution.” The
plurality of the social dynamics of politics in a rural context during the
Revolution*

Laurent Brassart

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11469>

DOI : 10.4000/ahrf.11469

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 53-74

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Laurent Brassart, « « Plus de vingt paysanneries contrastées en révolution ». De la pluralité des dynamiques sociales du politique en milieu rural pendant la révolution », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 359 | janvier-mars 2010, mis en ligne le 01 mars 2013, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11469> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11469>

« PLUS DE VINGT PAYSANNERIES CONTRASTÉES EN RÉVOLUTION »¹. DE LA PLURALITÉ DES DYNAMIQUES SOCIALES DU POLITIQUE EN MILIEU RURAL PENDANT LA RÉVOLUTION

Laurent BRASSART

Les dynamiques sociales des engagements politiques paysans sont loin d'être uniformes, invariables et soumises à des considérations strictement endogènes aux communautés rurales. Saisir la synergie entre les catégories sociales et les réseaux sociaux, en jouant sur toutes les échelles spatiales et sociales – du département à la commune, de l'acteur collectif à l'individu – met en lumière la pluralité des révolutions politiques et sociales paysannes, toutes possédant leurs logiques distinctes, souvent complémentaires, parfois contradictoires.

Mots-clés : paysan, politique, social, territoire, commune, communauté, individu.

La Révolution française n'est pas qu'aristocratique, bourgeoise et urbaine. Elle est aussi paysanne – c'est un fait établi depuis les travaux de Georges Lefebvre. Pour autant, cette vérité doit être nuancée, ou plutôt précisée, tant le concept de « paysannerie » réifié en une classe-objet uniforme souffre d'indétermination, tant la notion de « révolution » recouvre un faisceau d'engagements politiques très divers, de la lutte anti-féodale à la contre-révolution. Surtout, l'histoire politique des paysans en

(1) En référence respectueuse et en forme d'hommage à l'étude du grand Pierre GOUBERT « Vingt paysanneries contrastées. Quelques problèmes », dans *Conjoncture économique, structures sociales. Hommage à Ernest Labrousse*, Paris-La Haye, Mouton, 1974, p. 375-387.

Révolution reste largement tributaire d'une série d'autres concepts tels ceux de communauté ou d'autonomie des enjeux locaux par rapport à une « grande politique » de caractère national, qui nous paraissent tous réducteurs de la diversité du réel.

Par conséquent, nous défendrons ici la thèse d'une pluralité des engagements politiques paysans selon des dynamiques souvent convergentes, parfois divergentes, toujours mouvantes. Cette multiplicité et cette diversité éclatent pour peu que l'on accepte de jouer avec les échelles d'analyse des territoires d'abord, des relations sociales ensuite². Du département à la commune en passant par le système agro-rural, du groupe social à l'individu, tout un ensemble de synergies modulables façonne constamment pendant les premières années de la Révolution française les dynamiques politiques paysannes. Néanmoins le problème de la détermination du rapport entre le politique et le social dans le monde paysan reste entier. Conjuguer une approche territoriale, que ce soit dans ses dimensions administratives, agraires, écologiques, économiques et sociales, avec une approche sociale qui fasse la part belle tant aux méthodes traditionnelles de l'histoire sociale qu'à celles de la micro-histoire, permet de restituer les logiques d'action des acteurs collectifs et individuels qui structurent la diversité des paysanneries françaises. Appliquée au département picard de l'Aisne, une telle démarche pourrait nuancer quelques jugements trop hâtifs sur l'unité et le conservatisme paysans, le poids du communautarisme rural qui transcenderait les antagonismes sociaux ou l'unilatéralité d'un processus de politisation descendant de la ville vers la campagne.

Une multiplicité d'engagements politiques paysans à l'échelle départementale

Il revient d'abord à Hippolyte Taine puis à Anatoli Ado d'avoir nettement mis en évidence les scissions chronologiques multiples et différenciées des engagements paysans à l'échelle nationale pendant la Révolution³. Pour autant, y compris à l'échelle départementale, l'existence d'une prétendue unité d'action et de revendication politique paysanne en

(2) Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Le Seuil-Gallimard, 1996.

(3) Hippolyte TAINÉ, *Les origines de la France contemporaine*, Paris, 1876-1893, rééd. Robert Laffont, 1986. Anatoli ADO, *Paysans en Révolution. Terre, pouvoir et jacquerie, 1789-1794* [1987], trad. fr., Paris, SER, 1996.

Révolution, telle que l'avait postulée naguère Georges Lefebvre, pose problème tant dans ses dimensions spatio-temporelles que dans sa nature⁴. À n'envisager que le cadre de l'actuel département de l'Aisne, dès 1788, les comportements politiques des ruraux ne résultent pas tous d'une même motivation, ne se reconnaissent pas tous autour des mêmes pratiques et, surtout, n'entretiennent aucun lien direct entre eux.

*Deux révolutions paysannes distinctes
à l'échelle départementale*

La mesure de la participation rurale à l'occasion de la consultation référendaire sur l'approbation de la constitution montagnarde organisée en juillet 1793 a valeur de révélateur des disparités spatiales des engagements paysans⁵. On distingue schématiquement une Aisne septentrionale et occidentale des faibles participations électorales, opposée à une Aisne orientale et méridionale des fortes mobilisations⁶. Ce clivage nord/sud qui scinde les campagnes axonaises en juillet 1793 ne résulte pas d'une caractéristique conjoncturelle, encore moins du résultat d'un scrutin de portée nationale. Bien au contraire, il est une permanence qui justifie la disynchronie des manifestations politiques de la paysannerie depuis la fin de l'Ancien Régime, comme si les paysans axonais n'avaient pas partagé une communauté de destin. Aussi les paysans du Vermandois et de Thiérache s'agrègent-ils à leurs homologues du Cambrésis et de l'Avesnois dans ce puissant soulèvement agraire du mois de mai 1789, dont l'ampleur et la radicalité des pratiques avaient surpris Georges Lefebvre⁷. Des émeutiers armés sillonnent la campagne en bandes puissantes, écument les marchés, s'emparent des convois de blattiers et menacent physiquement ces fondements de l'ordre social rural que sont les seigneurs et les grands fermiers. Mais cette insurrection agraire qui, par ses dimensions et sa contestation de l'ordre social établi, ne saurait se confondre avec les plus traditionnelles émotions frumentaires, ne parvient pas à s'étendre au centre et au sud de la généralité de Soissons. En revanche, un phénomène inverse

(4) Georges LEFEBVRE, « La Révolution française et les paysans », *AHRF*, 1933, n° 1, p. 97-128.

(5) Voir Carte : La participation à la consultation référendaire de juillet 1793.

(6) Laurent BRASSART, *La République à l'épreuve de l'ordinaire et de l'exception. État-Nation, pouvoirs locaux et comportements collectifs dans le département de l'Aisne, 1791-1795*, thèse de doctorat, Université de Lille 3 Charles de Gaulle, 2007.

(7) Georges LEFEBVRE, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française*, Lille, 1924, rééd. Bari, Laterza, 1959, p. 376-393.

s'observe à l'occasion de la Grande Peur du mois de juillet 1789 : cette fois-ci, il revient aux campagnes méridionales et centrales de la généralité de Soissons, jusqu'alors peu mobilisées, de réagir vivement à la peur des « brigands » alors que les pays septentrionaux de la Thiérache et du Vermandois, déjà mis en branle au printemps, font preuve d'un calme pour le moins anachronique⁸.

Les combats agraires ultérieurs ne font que confirmer cette ligne de partage entre paysanneries méridionales et septentrionales de l'Aisne. Ainsi, le nord du département ignore le phénomène des bacchanales pendant qu'il se multiplie dans le sud de 1788 à 1791. Il en va de même de la question des communaux qui se posa avec moins d'acuité dans les districts septentrionaux que dans ceux, méridionaux, de Soissons et Château-Thierry. En revanche, il semble acquis que les paysans du Vermandois, de Thiérache et même du Laonnois et du Chaunois ont accédé plus facilement à la propriété que leurs homologues du Soissonnais, de la Brie et du Valois, lors de la vente des biens nationaux de première origine. Cette réussite s'explique évidemment par une moindre attractivité de ces terroirs septentrionaux éloignés du marché parisien et moins fertiles que les terres céréalières du Soissonnais et du Valois. Pour autant, la capacité organisationnelle des paysans septentrionaux impressionne. La pratique de l'associationnisme paysan se rencontre fréquemment dans la plupart des districts de Chauny, Laon, Saint-Quentin et Vervins ; une réalité qui dément le verdict de Bernard Bodinier selon lequel, hormis dans le département du Nord, le phénomène des coalitions paysannes fut rare⁹. En cas de difficultés lors des adjudications au chef-lieu de district, ces associations savent jouer de l'intimidation contre leurs concurrents potentiels. Ainsi, à l'hiver 1791, la violence des affrontements entre coalitions paysannes et « bandes noires » de spéculateurs redouble tant et si bien que le directoire du district de Saint-Quentin ordonne la suspension des ventes jusqu'à nouvel ordre. Plus d'un mois s'écoule avant qu'elles ne reprennent sous bonne garde¹⁰.

À travers ces quelques exemples, un premier constat s'impose : il n'y a pas une révolution paysanne autonome, encore moins unitaire. Dans l'Aisne, deux révolutions paysannes distinctes par leurs pratiques revendicatives et leurs objectifs agraires surgissent et s'épanouissent, en

(8) Georges LEFEBVRE, *La Grande Peur de 1789*, Paris, 1932, rééd. Paris, Armand Colin, 1970, p. 217-219.

(9) Bernard BODINIER et Éric TEYSSIER, *L'événement le plus important de la Révolution : la vente des biens nationaux (1789-1867)*, Paris, CTHS/SER, 2000, p. 224

(10) Laurent BRASSART, *op. cit.*, p. 110-115.

fonction d'une chronologie déjà décalée en 1789. Puisque ce clivage entre deux paysanneries recoupe une fracture nord/sud, peut-on supposer qu'il oppose deux paysages agraires, à l'instar d'un bocage blanc en face d'une plaine bleue dans la Sarthe chère à Paul Bois ¹¹ ?

À chaque système agro-rural son attitude politique ?

Dans le cas du département de l'Aisne, établir une corrélation entre comportements politiques ruraux et paysage agraire revient à mal poser les termes du problème de la politisation. Car, même si les options collectives de leurs paysanneries divergent, les terroirs méridionaux du Valois, de la Brie et du Soissonnais partagent avec les terroirs septentrionaux du Laonnois et plus encore du Vermandois un même paysage agraire : celui de l'openfield céréalier. En revanche, l'approche selon le type de système agro-rural, parce qu'elle prend en compte, outre les caractéristiques paysagères, l'organisation sociale, les modes de production agricole et les structures agraires, nous paraît plus pertinente pour saisir les spécificités locales des comportements politiques paysans¹². Or, le département de l'Aisne, à l'interface entre Bassin parisien, Ardennes et grande plaine du Nord, présente la particularité de renfermer plusieurs agro-systèmes aussi caractérisés que complémentaires¹³.

D'abord un système agro-rural bipolaire à grandes exploitations dominantes, largement répandu sur les deux tiers de la superficie départementale, des plaines céréalières du sud jusqu'au Laonnois et au Vermandois : là se déploie une société inégalitaire où Chartier côtoie Jacques, où le grand fermier entrepreneur à la tête de puissantes exploitations de plus de cent hectares dispense du travail à une foule de manouvriers. Comprimés entre les uns et les autres, les laboureurs indépendants et les paysans semi-dépendants tentent de résister à un mouvement toujours plus poussé de concentration foncière¹⁴. Quatre autres systèmes

(11) Paul Bois, *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris, Flammarion, 1971.

(12) Notion forgée par Jean-Pierre Jessenne pour suppléer aux indéterminations de celle d'« agro-système ». Le système agro-rural se définit comme « la combinaison des conditions écologiques et des modalités techniques et humaines déployées dans la mise en œuvre d'un territoire, présentant une certaine unité de caractéristiques et de complémentarités entre ces composantes », dans *Les campagnes françaises. Entre mythe et histoire (XVIII^e-XIX^e siècle)*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 105-106.

(13) Voir Carte : Les pays et les systèmes agro-ruraux du département de l'Aisne.

(14) Gilles POSTEL-VINAY, *La rente foncière dans le capitalisme agricole*, Paris, Maspéro, 1977, 288 p.

agro-ruraux se partagent le dernier tiers de la superficie départementale. Dans la vallée de l'Oise au nord, entre Guise et Chauny, et dans celle de la Marne au sud, s'affirme un système agro-rural original que l'on peut qualifier de « démocratique » tant les petits producteurs y sont nombreux et majoritairement indépendants. Bien évidemment, aucune surprise à constater que dans la vallée de la Marne, les sociétés sont surtout vigneronnes, les exploitations viticoles de taille restreinte et les usages encore largement communautaires. Quant à la vallée de l'Oise, elle est le cadre d'une spécialisation dans le maraîchage et les cultures intensives de plantes textiles à forte valeur ajoutée destinées à la manufacture saint-quentinoise. À l'instar des campagnes de l'ouest de la France, les terroirs du Noyonnais et du Chaunois, du Laonnois méridional et de l'Orxois, aux confins orientaux de la Brie et du Valois, forment un autre système agro-rural spécifique, de type « étagé » tant une polyculture équilibrée entre céréaliculture, sylviculture et élevage, pratiquée dans le cadre de petites et moyennes exploitations, permet le maintien d'une importante paysannerie indépendante ou semi-dépendante. Enfin, dernier cas spécifique, celui du système agro-rural de la très bocagère et forestière Thiérache, où sont répandues les petites et moyennes exploitations familiales.

Cela étant, faut-il attribuer à chaque système agro-rural un comportement politique spécifique, en fonction des enjeux agraires qui sont les siens et en fonction de ses conditions sociales propres ? Au regard de ce qui précède, assurément, serait-on tenté de répondre. Pourtant la situation est plus complexe qu'il n'y paraît. Pourquoi les paysans de l'openfield du Vermandois ont-ils plus d'intérêts communs avec ceux de la bocagère Thiérache qu'avec leurs homologues des plaines céréalières du sud ? Le rural ne fonctionne pas en vase clos et ne peut être perpétuellement tenu pour un monde enclavé, sans relation avec la société globale et les villes environnantes. Or, dans la plaine céréalière du Vermandois comme dans la bocagère Thiérache, la manufacture linière de Saint-Quentin a organisé depuis la fin du xvii^e siècle un système économique à la fois complexe, diversifié et intégré¹⁵. Certes, dans le Vermandois, la société rurale demeure bipolaire. Certes les grandes fermes y sont omniprésentes. Mais à la différence des grandes plaines méridionales, les micro-exploitations de moins d'un hectare et les exploitations de 1 à 5 hectares font mieux que

(15) Didier TERRIER, *Les deux âges de la proto-industrie. Les tisserands du Cambrésis et du Saint-Quentinois, 1730-1880*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996, 311 p.

résister : elles se multiplient. Grâce aux revenus de l'activité mulquinière pratiquée dans le cadre du *domestic-system* à la morte-saison dans les villages du Vermandois et de Thiérache, l'acquisition de la terre reste au cœur de la stratégie économique des paysans¹⁶. Désormais, nous sommes mieux à même de comprendre pourquoi la vente des biens nationaux a mobilisé avec un succès plus affirmé les communautés paysannes du nord que celles du sud. Les premières justifiaient depuis plus longtemps d'une pratique déjà bien éprouvée du marché foncier et de meilleures disponibilités financières pour y participer. Pour les secondes, en revanche, plus exposées à l'insécurité sociale du fait d'une plus grande prolétarianisation, le combat s'affirmait surtout comme un droit moral à la subsistance, et supposait par conséquent une tactique spécifique centrée sur la récupération des biens communaux usurpés et/ou le déclenchement de bacchanales pour obtenir une revalorisation salariale. Tout concourt à poser l'agrosystème des plaines céréalières du Soissonnais et de la Brie comme une extension du bastion de ce « mouvement petit paysan » que Guy-Robert Ikni avait identifié dans l'Oise voisine¹⁷ ; un bastion du « sans-culottisme rural » d'autant plus affermi qu'il est constamment battu par des courtiers de l'idéal révolutionnaire. Dès le printemps 1792, le sillonnent les bataillons des fédérés, en partance depuis Paris pour le front ou le camp de Soissons, puis de septembre 1793 au mois d'avril 1794, leur succèdent les militants de l'armée révolutionnaire parisienne, confortant à leur tour l'épanouissement d'une sociabilité politique rurale.

Des engagements politiques ruraux toujours mouvants

À trop lier questions agraires et détermination des positionnements politiques, ne risque-t-on pas de retomber dans une autre antienne du monde rural, celle qui postule l'immobilisme ? La mobilité rurale est aussi politique. Les historiens de l'Ouest ont montré avec force que la Vendée et la Bretagne, avant de basculer en 1793 dans la contre-révolution, avaient d'abord été intensément patriotes en 1789, puis hésitantes à l'égard du nouveau régime en 1791 lorsque la crise religieuse éclata. En matière de comportement politique, il est impossible de distinguer un « naturel rural » porté au conservatisme, opposé à une urbanité plus remuante. Le

(16) *Ibid.*, p. 116-144.

(17) Guy-Robert IKNI, *Crise agraire et révolution physiocratique. Le mouvement populaire dans les campagnes de l'Oise, de la décennie physiocratique à l'an II*, thèse d'État, Université de Paris I, 1993.

rapport au politique des ruraux est, lui aussi, évolutif. L'irruption du national dans le local impulse une dynamique de redéploiement des « réseaux relationnels constamment mobiles »¹⁸ et une redéfinition des stratégies collectives ou individuelles.

Prenons l'exemple des campagnes du Vermandois, qui avaient su tirer parti de la vente des biens nationaux. Avec un taux de participation oscillant entre 5 et 20 % selon les communes contre 36,5 % pour le chef-lieu de Saint-Quentin, les élections des assemblées primaires du mois d'août 1792 semblent attester d'une désaffection soudaine et surprenante des ruraux du Vermandois pour le processus politique révolutionnaire, en dépit du contexte pourtant nouveau de la chute de la monarchie¹⁹. Néanmoins, preuve que rien n'est joué d'avance, lorsque quelques mois plus tard, en juin 1793, la ville de Saint-Quentin appelle les citoyens axonais à l'insurrection (improprement dite « fédéraliste ») contre le coup de force des Montagnards, la totalité des communes rurales du Vermandois refuse de la suivre. Le district de Saint-Quentin, dont dix membres sur douze sont des ruraux, désavoue même publiquement toutes les entreprises séditeuses de la ville²⁰. Depuis les communes rurales du Vermandois parviennent à la Convention des adresses de soutien pour son combat contre « l'hydre fédéraliste ». On pourrait par conséquent croire qu'elles sont devenues en moins d'une année les bastions d'un sans-culottisme rural. Or les résultats de la consultation plébiscitaire de juillet 1793 sur l'approbation du projet constitutionnel apportent un démenti cinglant à une telle hypothèse. C'est effectivement dans les campagnes du district de Saint-Quentin que le taux de participation fut le plus faible du département : 12,8 %, contre 53,3 % chez les Saint-Quentinois²¹. Non contents de s'abstenir massivement, ces ruraux sont aussi ceux qui, à l'échelle du département, ont pour une plus grande part rejeté le projet constitutionnel : 37,8 % des votes désapprouvateurs émis dans l'Aisne l'ont été dans trois cantons ruraux du district de Saint-Quentin, sans compter quelques incidents et tumultes électoraux²².

(18) Jacques REVEL, préface à Giovanni LEVI, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989, p. XXVIII.

(19) AD Aisne, L 642 et L 733 et AN, DIVbis 50.

(20) AD Aisne, L 1770. Séance du 28 juin 1793.

(21) Chiffres établis à partir de AN, B/II/1 et de Serge ABERDAM, *L'élargissement du droit de vote entre 1792 et 1795 au travers du dénombrement du comité de division et des votes populaires sur les constitutions de 1793 et 1795*, thèse de l'université de Paris I, 2001, Annexes.

(22) Serge ABERDAM, *op. cit.*

Que faut-il retenir ? Que la mesure du fait électoral n'est pas le meilleur indicateur de la dynamique de la politisation rurale ? Probablement. Qu'il n'y a pas de permanence dans le comportement politique des ruraux ? Certainement. Alors, comment expliquer une telle incertitude dans le choix des options collectives ? Dans le cas du Vermandois, on doit d'abord invoquer la rupture des liens de dépendance et de solidarité entre la ville de Saint-Quentin et ses campagnes, rupture progressivement intervenue entre 1792 et 1793. L'entrée en guerre de la France, en avril 1792, a brisé les circuits commerciaux internationaux de la manufacture saint-quentinoise, précipitant le passage du marasme à la crise économique dans le système productif local. Avec l'interruption brutale du travail à domicile, les stratégies d'acquisition foncière des paysans-mulquiniens s'effondrent subitement, alors que le marché foncier offre encore de belles opportunités. L'approche de l'ennemi autrichien, après sa victoire à Neerwinden, rompt les relations entre la ville, bien protégée derrière ses murailles, et un plat pays ouvert à l'invasion. Dans ce contexte, les ruraux ne peuvent que condamner les menées insurrectionnelles de leur chef-lieu.

Néanmoins, que des incidents aient pu éclater dans les assemblées électorales de certains chefs-lieux de canton du district de Saint-Quentin, alors même que la participation était faible, révèle combien les options collectives sont loin d'être unanimement partagées par les communautés rurales. Les dynamiques de division des paysanneries en Révolution ne se jouent donc pas exclusivement aux seules échelles nationale et départementale. Rien qu'au niveau du canton, d'une communauté rurale à l'autre, les prises de position divergent.

D'une commune à l'autre, des engagements différenciés

Dans un essai pour infléchir les conclusions de Georges Lefebvre, l'historien américain Clay Ramsay insiste sur deux aspects novateurs de la Grande Peur dans le Soissonnais : d'une part, il montre que ni le rapport féodal, en déclin dans ce pays d'intégration à la voie capitaliste, ni une quelconque lutte des classes ne suffisent à expliquer l'intense mobilisation paysanne du mois de juillet 1789 – seule la peur de brigands « pillleurs de blé » aurait fait se lever les communautés paysannes – ; d'autre part, il insiste sur les disparités spatiales de cette Grande Peur. Ainsi, dans les localités théâtres de conflits sociaux particulièrement accusés, la peur ne pénètre pas, car la communauté, pour préserver son unité, s'interpose face à la rumeur ; au contraire, là où semble régner une situation sociale

plus ou moins pacifiée, surgit une réaction collective et unanime face à la peur²³.

On peut donc constater qu'une commune rurale peut réagir à un événement ou à une loi sur un mode très différent de sa voisine qui, pourtant, participe elle aussi du même agro-système. Alors, comment comprendre cette diversité si grande des ruraux dans la prise de décision politique ? Faut-il postuler une spécificité communale des configurations politiques et sociales ? Peter Jones et Jean-Luc Mayaud semblent le croire²⁴. Ce dernier n'appelle-t-il pas à « une communalisation de l'histoire rurale » pour comprendre la complexité des dynamiques politiques à l'œuvre, dans les campagnes ? Il s'agirait de concevoir le village comme une « micropolis », « une micro-société à part entière, avec son organisation, ses codes et sa capacité d'organisation » qu'une approche de micro-histoire sociale permettrait de saisir²⁵. Étudier le pouvoir au village reviendrait à faire apparaître de nouvelles lignes de clivage dans le monde paysan, à exhumer tout un monde de conflits aux configurations multiples et changeantes au gré des impulsions de la « grande politique ». La diversité des engagements politiques est donc autant inter-communautaire qu'intra-communautaire.

La communauté rurale, théâtre d'engagements socio-politiques contradictoires

Les modes d'intégration des communes à la politique nationale résultent-ils des conflits sociaux qui les traversent ? On connaît les termes du débat historiographique concernant la politisation des campagnes. Elle oppose la thèse défendue par Maurice Agulhon et forgée à partir de l'exemple provençal d'un processus exogène de « descente de la politique vers les masses » réalisé au cours du XIX^e siècle à celle, illustrée récemment par Christine Guionnet et Jean-Luc Mayaud, d'une dynamique de politisation endogène à la communauté dont la cristallisation serait à rechercher du côté de l'événement électoral²⁶. Pourtant, en dépit

(23) Clay RAMSAY, *The Ideology of the Great Fear : The Soissonnais in 1789*, Baltimore-Londres, Johns Hopkins University Press, 1992, 377 p.

(24) Peter Michael JONES, *Liberty and Revolutionary France. Six villages compared, 1760-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ; Jean-Luc MAYAUD, « Pour une communalisation de l'histoire rurale », dans *La politisation des campagnes au XIX^e siècle. France, Italie, Espagne et Portugal*, Rome, Collection de l'École française de Rome, 2000, p. 153-167.

(25) *Ibid.*, p. 155.

(26) Maurice AGULHON, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970 ; Christine GUIONNET, « La politique au village. Une révolution silencieuse », *RHMC*, t. 45-4, 1998, p. 775-788.

de multiples travaux de qualité entrepris depuis plus d'une décennie sur les élections pendant la Révolution²⁷, il nous semble que cette approche que nous qualifierons « d'électorale endogène » rencontre quelques apories à l'échelle d'analyse de la communauté rurale. Il est effectivement souvent difficile – du moins en ce qui concerne les communes rurales de l'Aisne – de déceler une quelconque implosion ou consolidation sociale lors des différents scrutins municipaux organisés de 1790 à 1792²⁸. Faut-il voir dans les élections municipales de la Révolution une affirmation des logiques d'individualisme démocratique ou au contraire un moment de production d'unanimité communautaire ?

*Les scrutins municipaux, un prisme déformant
des enjeux sociaux du politique ?*

Prenons l'exemple des premiers scrutins municipaux de la République organisés dans le département de l'Aisne à l'automne 1792, selon le principe nouveau du suffrage universel masculin instauré par le décret du 11 août 1792. Dans l'Aisne, les ruraux se sont mobilisés en plus grand nombre que les urbains : 50 % de participation dans les communes de moins de 500 habitants et 35 % dans les gros villages de 500 à 1 500 habitants. Cet engouement ne saurait pour autant être annonciateur d'une révolution au village. Ainsi, Serge Bianchi met en lumière dans les communes rurales de l'Île-de-France « une séparation patente entre la gestion des municipalités et la marche de la révolution parisienne »²⁹. En apparence, le cas du département de l'Aisne semble corriger ce constat pessimiste. Une double analyse des élus sur des bases fiscales et selon les catégories socio-professionnelles du temps traduit une percée des travailleurs dépendants, essentiellement manouvriers qui, pour être modérée, n'en demeure pas moins réelle. Sur un échantillon de vingt-cinq communes rurales, au moins 17,3 % des maires et officiers municipaux relèvent de ce groupe et entre 20 et 25 % étaient imposés à une taille d'un montant inférieur

(27) Citons notamment sur les élections révolutionnaires en milieu rural : Melvin EDELSTEIN, « La place de la Révolution française dans la politisation des paysans », *AHRF*, n° 280, 1990, p. 136-149 ; Malcolm CROOK, *Election in the French Revolution : An Apprenticeship in Democracy. 1789-1799*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

(28) Rappelons que la dernière élection d'un conseil municipal de la Révolution eut lieu à l'automne 1792.

(29) Serge BIANCHI, *La Révolution et la Première République au village. Pouvoirs, votes et politisation dans les campagnes de l'Île-de-France, 1797-1800*, Paris, Éditions du CTHS, 2003, p. 338.

à 5 livres en 1789³⁰. Cette accession des humbles au pouvoir municipal semble se réaliser au détriment des grands fermiers. Depuis 1789, les rôles du pouvoir municipal semblaient se confondre avec ceux des trains de labours et des attelages. En novembre 1790, les grands fermiers, pourtant numériquement sous-représentés dans les communes (en moyenne 5 % des chefs de famille), fournissaient 31,5 % des maires et officiers municipaux. En 1792, ils ne sont plus que 10,3 %³¹. À contre-courant de la situation de l'Île-de-France, l'Aisne présenterait donc un cas rare de symbiose réussie entre la révolution démocratique du 10 Août et la révolution au village, en apparence du moins. Car dans la pratique, un sondage effectué auprès de dix-sept communes rurales axonaises révèle que seulement six d'entre elles ont éliminé de leurs instances le personnage du grand fermier³². Dans toutes les autres, soit les deux tiers, il se maintient, le plus souvent à un rang subalterne dans la municipalité. Il semblerait que la fermocratie se soit volontairement mise en retrait des affaires politiques plus qu'elle n'ait été évincée du pouvoir municipal. Ainsi retrouve-t-on en 1792-1793 nombre de grands fermiers, non plus aux fonctions exécutives de maire et d'officiers municipaux, mais davantage à celles, moins exposées, de notables du conseil général de la commune – une instance qui ne se réunit que pour prendre les décisions les plus importantes. Par conséquent, assumer cette fonction symboliquement moins prestigieuse leur permettait de conserver une capacité à défendre leurs intérêts, notamment en ce qui concerne les enjeux agraires, tout en gardant un œil sur l'évolution des affaires communales. Notre sondage effectué à partir de dix-sept municipalités du département, soit 224 élus, accrédite notre hypothèse : 13 grands fermiers occupent des fonctions de notable en 1792-1793 contre 3 celles d'officier municipal et de maire et un seul celle de procureur syndic. Paradoxalement, l'accession des journaliers aux corps municipaux peut aussi se concevoir comme un moyen détourné pour les fermiers de maintenir leur influence politique. N'oublions pas que derrière l'élus se cache l'obligé économique des exploitants agricoles les plus importants du village. Nulle survie au village ne lui est permise sans un travail salarié et régulier auprès des grands fermiers. Combien d'entre eux ont-ils les moyens matériels et intellectuels d'encourir le risque de briser les chaînes d'une dépendance économique pour humer l'air de la liberté politique ? Et si le manouvrier devenu maire ou officier municipal de sa

(30) *Ibid.*, p. 232-236.

(31) *Ibid.*

(32) *Ibid.*, p. 239.

municipalité pour la première fois en 1792 n'était en fait que l'homme de paille de son employeur ? Dans les faits, comme en Île-de-France, le pouvoir municipal des fermiers axonais n'est pas véritablement ébranlé par la Révolution, même s'il n'offre plus la même visibilité en 1792-1793 que sous la monarchie constitutionnelle.

Dans l'ensemble, le résultat des élections municipales, à quelques exceptions près, ne saurait refléter fidèlement la réalité du pouvoir municipal et les dynamiques des forces centrifuges au sein de la communauté rurale. Très rarement, le scrutin municipal est producteur de conflits politiques et sociaux. Le plus souvent, du moins lors des premières années de la Révolution, il conforte l'illusion de la représentation d'une communauté rurale unanime et ordonnée. Or, on sait que cette représentation est depuis longtemps l'objet d'une manipulation tantôt de la part des agents du pouvoir central, tantôt des communes rurales elles-mêmes³³. L'expression communautaire du vote ne saurait faire illusion quant à l'existence de tensions sociales plus ou moins intenses au sein des villages. Ainsi, ce que les élections masquent, d'autres enjeux comme les levées d'hommes en 1793, l'application locale des lois agraires et de la loi du 14 frimaire an II sur le gouvernement révolutionnaire le révèlent.

*La réfraction des enjeux nationaux dans le milieu local :
une production de conflictualité socio-politique ?*

C'est moins le fait électoral que l'intrusion et la réfraction de la « grande politique » dans la « petite politique communale » qui provoque dans les villages axonais des explosions de colère sociale et la visibilité de ces conflits.

Il en est ainsi de la levée des hommes en vertu de la loi du 24 février 1793³⁴. Dans le département de l'Aisne, l'exécution de cette loi fut un succès grâce à l'inventivité du système des pouvoirs locaux : entre 85 et 90 % du contingent affecté au département fut incorporé à l'été 1793³⁵. Pour autant, désigner les hommes puis les équiper libérèrent, au sein des communes rurales, les contestations sociales quelque peu assoupies depuis

(33) Déborah COHEN, « Exemples de construction instrumentale de solidarités villageoises, sur fond d'identité populaire dans la France du XVIII^e siècle », *Revue du Nord*, n° 18 hors-série collection « histoire », 2004, p. 105-119.

(34) Un autre exemple pertinent concernerait la réception et l'application des lois agraires par les communautés rurales en 1793-1794, dans une perspective déjà bien ouverte par Jean-Pierre Jessenne. Voir « Le gouvernement révolutionnaire... », *op.cit.*

(35) AD Aisne, L 1111.

la fin des mouvements agraires et frumentaires des années précédentes. Lever les hommes au sein des communes revient dans un premier temps à faire appel au volontariat ; l'opération est quelquefois un succès dans les villes, rarement dans les campagnes. Vient alors le choix de la désignation par l'élection ou le tirage au sort parmi les hommes célibataires. L'élection jouit d'une mauvaise réputation : n'est-elle pas le meilleur moyen offert à la communauté pour se débarrasser de ses brebis galeuses ? Sur un panel d'une vingtaine de communes rurales axonaises étudiées, une seule élection des requis s'est tenue. Nulle surprise à constater qu'elle se soit produite à Holnon, un village du district de Saint-Quentin, où la municipalité de type « incertaine » est l'objet perpétuel de luttes de clans³⁶. Qui sont ces malheureux que leurs compatriotes souhaitent voir périr à leur place ? Une comparaison des patronymes des requis élus avec ceux des principaux imposés à la taille en 1788 lève toute ambiguïté sur leur identité sociale : à Holnon, tous sont les fils des plus nantis, ceux des riches laboureurs et des grands fermiers³⁷. Tout porte à croire que le « menu peuple » du village ait trouvé dans l'exécution de la loi du 24 février 1793 l'occasion de prendre sa revanche politique et sociale sur les « gros » de l'élite paysanne qui les avaient évincés de la municipalité quelques mois plus tôt³⁸. Un cas similaire se produit à quelques kilomètres de là, dans la commune de Saint-Simon. Les citoyens élisent les deux enfants d'un fermier à l'agonie et assument pleinement leur acte en déclarant au commissaire envoyé par le district : « Nous voulons faire partir les enfants des riches parce qu'ils sont aristocrates », ce à quoi le commissaire réplique : « Si on agissoit partout de même notre frontière serait bientôt ouverte à l'ennemi »³⁹ !

Dans la quasi-totalité des communes rurales axonaises, l'usage fut plutôt de tirer au sort les requis que de les élire. Ce qui n'empêche pas les explosions de colère sociale dès lors que se pose le problème du financement de leur équipement. Ainsi dans plusieurs villages des systèmes agro-ruraux bipolaires des districts de Laon et Chauny, les « défenseurs de la patrie » s'agrègent en bandes, se rendent chez les plus riches citoyens des communes ou chez ceux suspectés à tort ou à bon droit de sympathies contre-révolutionnaires, et les imposent arbitrairement sous la contrainte physique. À Frières-Failloüel, les jeunes appelés du village inti-

(36) AD Aisne, ED 178. Municipalité d'Holnon. 1D1.

(37) AD Aisne, C 793.

(38) AD Aisne, ED 178. Municipalité d'Holnon. 1 D1.

(39) Eugène CREVEAUX, *Les levées de volontaires dans l'Aisne en 1792 et 1793*, Soissons, Imprimerie d'Arcosse, 1936, p. 74.

ment violemment au citoyen Le Sellier de Chezelles, ancien seigneur et principal propriétaire foncier du lieu, de leur verser pour le lendemain une contribution de 8 000 livres, expliquant non sans ironie que « les riches exposés aux ravages des ennemis perdraient infailliblement leurs fortunes si personne ne se montrait habile à les défendre »⁴⁰. Puis ce mouvement taxateur se répandit à l'ensemble des cantons septentrionaux des districts de Chauny et de Laon. À Mortiers, c'est le grand fermier du village qui fit les frais du pillage de sa demeure après qu'il eut refusé de verser la contribution patriotique sous le prétexte que « s'il avoit quelques choses à faire ou à donner que ce ne seroit point pour une bande de canailles et qu'il emploieroit son argent à des causes plus utiles »⁴¹.

Néanmoins, le plus étonnant demeure la résistance du pouvoir municipal à ce processus à l'œuvre de fissuration des solidarités communautaires. Même en l'an II, l'influence de ces contre-pouvoirs potentiels que furent les sociétés politiques et les comités de surveillance demeura au final extrêmement faible et sans véritable emprise durable sur les affaires communales rurales⁴².

Le constat selon lequel les mouvements sociaux n'ont pas su ébranler durablement les communautés ne doit pas occulter l'intensité des polarisations politiques qui ont pu s'y manifester. L'unanimité communautaire ressemble trop à une antienne pour ne pas être suspect aux yeux de l'historien. Enfin, la diversité des configurations politiques observée d'une commune rurale à une autre en ce qui concerne quelques grands enjeux politiques nationaux et les structures sociales du pouvoir municipal interroge sur les ressorts de leur politisation interne. Qu'est-ce qui façonne les options collectives d'une communauté rurale ? Le poids du contexte local et national, l'influence de l'environnement spatial comme la proximité d'un grand axe routier ou d'une ville sont des paramètres structurants. Mais à supposer que la politisation passe par les routes – ce qui revient de nouveau à l'envisager comme une dynamique exogène à la communauté rurale –, il lui faut s'incarner dans des médiateurs ou des intermédiaires. La place de l'individu comme acteur politique majeur au sein de la communauté rurale doit donc être réhabilitée.

(40) Bernard VINOT, « Les recrutements militaires dans le district de Chauny en 1792-1793 », *Annales historiques compiégnoises*, n° 2, avril 1978, p. 63-69.

(41) AD Aisne, ED 255. Municipalité de Mortiers. D.1. Séance du 27 avril 1793.

(42) Cet aspect a été précédemment développé dans Laurent BRASSART, « Les communes rurales de l'Aisne et la Terreur », dans Michel BIARD (dir.), *Les politiques de la Terreur 1793-1794*, Rennes, PUR, 2008, p. 95-110.

Le nom et le nombre en Révolution : groupes sociaux et individus dans la politique communale⁴³

Postuler la pluralité d'opinion, et donc l'émergence d'un individualisme démocratique en milieu rural sous la Révolution, revient à mettre en lumière la singularité de parcours collectifs et individuels autonomes suivis par quelques acteurs locaux du politique. Si, comme l'envisage la micro-histoire, le pouvoir réside en une stratégie d'adaptation constante aux évolutions de la conjoncture locale et nationale, c'est toute l'articulation entre le nom et le nombre qui doit être saisie. Mais comment tenter cette approche ? Doit-on se pencher sur les actions de quelques acteurs locaux et leurs impacts sur le microcosme local et ainsi privilégier l'analyse des recompositions des réseaux sociaux et territoriaux et, *a fortiori*, les reconfigurations du lien social ? Faut-il renouer, malgré des années de discrédit, avec une approche en termes de catégories sociales, sans être dupe des pièges de la taxinomie, pour rendre de nouveau le conflit social plus lisible⁴⁴ ?

Au sein des pouvoirs locaux ruraux, la principale opposition à laquelle se confrontent les fermiers n'émane pas des paysans dépendants, trop liés économiquement à leurs employeurs pour basculer dans la contestation ouverte, mais des catégories indépendantes telles celles des laboureurs et des artisans. Ces derniers sont, depuis l'Ancien Régime, en situation de rivalité avec les grands fermiers sur le marché foncier. Beaucoup d'entre eux craignent que le mouvement de concentration des propriétés et des exploitations qui semble se dessiner à la faveur de la vente des biens nationaux ne profite qu'à la puissante fermocratie. Par conséquent, dans les plaines de grande culture, ce sont souvent les artisans, les laboureurs et tous les indépendants qui s'engagent en politique contre les grands fermiers. Mais, à moins de verser dans la « Pinagologie », il est encore difficile de « re-tracer » la vie politique d'un petit laboureur politisé⁴⁵. Seuls des événements extraordinaires survenus à l'échelle d'une commune peuvent en faire exceptionnellement ressortir quelques-uns de l'ombre.

(43) Nous empruntons cette expression au travail d'Anne JOLLET, *Terre et société en Révolution : Approche du lien social dans la région d'Amboise*, Paris, CTHS, 2000.

(44) Importante et salvatrice réflexion méthodologique pour l'histoire sociale rurale de Gérard BEAUR, « Les catégories sociales à la campagne : repenser un instrument d'analyse », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 106, 1999, n° 1, p. 159-176.

(45) Alain CORBIN, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, 1998.

Ainsi, à Ambleny, une commune de l'openfield soissonnais de 812 habitants en 1791, la question du partage des biens nationaux se pose avec acuité au sein de la communauté et oppose les grands fermiers aux laboureurs. En 1791, la municipalité est dominée par l'oligarchie fermocrate. Pas moins de six membres du corps municipal (soit le maire et cinq officiers municipaux) et le procureur de la commune acquittaient en 1789 une taille d'un montant de 1 505 livres, ce qui représentait 20 % de l'imposition de cette communauté de plus de 300 imposables⁴⁶. Parmi eux, quatre hommes, dont le maire et le procureur de la commune, relevaient de la catégorie sociale des grands fermiers⁴⁷. La contestation de cette municipalité, et plus encore de son projet de partage des biens communaux, est dirigée par un certain Philippe Michaux, laboureur et fruitier, en pleine force de l'âge (il a 37 ans en 1792) et représentatif de cette « classe moyenne rurale » située au-dessus du seuil de l'indépendance sans pour autant vivre dans l'aisance (il était imposé à hauteur de 55 livres de taille en 1789). Michaux fédère autour de lui nombre de travailleurs indépendants de la commune et utilise tous les recours et toutes les formes d'action que lui autorisent les dispositifs réglementaires dans son combat. Sa stratégie est véritablement évolutive et repose sur une adaptation aux opportunités politiques et juridiques du moment. En ce sens, son action est fortement influencée par sa connaissance des enjeux nationaux. En 1791, citoyen actif éligible, il siège au milieu de quelques artisans, laboureurs et manouvriers comme notable au conseil municipal. Faut-il voir un conflit entre ce corps des notables et le corps municipal dominé par l'oligarchie sociale du village ? Probablement. Mais en octobre 1792, à la faveur du suffrage universel, il parvient à se faire élire maire et avec lui les laboureurs et les artisans accèdent au pouvoir municipal. Assurément la configuration sociale du corps municipal d'Ambleny élu en 1792 a profondément changé : le montant total de la taille acquitté en 1789 par ses membres et son procureur de la commune n'est plus que de 400 livres (contre 1 505 livres pour les élus de 1791), et surtout il ne reste plus en son sein qu'un seul fermier contre trois laboureurs, un vigneron indépendant, un artisan et un tisserand. Pour autant, ce nouvel exécutif échoue à imposer ses vues, car le corps des notables est désormais détenu par les grands fermiers (3 élus), les artisans (3 élus), deux hommes de loi (un notaire et un greffier), un marchand, deux paysans semi-dépendants et un manouvrier. Il est donc fort plausible

(46) AD Aisne, C 580.

(47) AD Aisne, Dépôt 5. D1. Délibérations de la municipalité d'Ambleny.

que lors de la convocation du conseil général de la commune pour débattre des questions les plus importantes (dont le partage des biens communaux) avec le corps municipal, les grands fermiers aient réussi à faire prévaloir leurs vues. Le notaire Marminia et le marchand Brayer, le manouvrier Blanchard, quelques paysans semi-dépendants et quelques artisans ont probablement choisi la fidélité à leurs clients pour les deux premiers ou à leur employeurs pour les autres. Si bien, que quelques semaines plus tard, dès l'hiver 1793, une nouvelle municipalité prend en main les affaires communales, sans que l'on sache comment elle a pu accéder au pouvoir. Le fait que le nouveau maire soit un laboureur, ne saurait masquer le retour des grands fermiers au sein du corps municipal : sur sept membres, trois sont des fermiers, deux des laboureurs, un autre est le marchand Brayer et le dernier un manouvrier ! Deux nouvelles élections confortent ce nouvel ordre social : celle du comité de surveillance organisé en octobre 1793 est remportée par les grands fermiers et leurs affidés, celle des officiers de la garde nationale, tenue un mois plus tard, voit le notaire Marminia et le fermier Charles Nanteuil accéder aux charges de capitaines de leur compagnie⁴⁸.

Mais le conflit social s'est déplacé du sein des instances de la municipalité à l'espace politique communal. Évincé de la municipalité, Michaux profite d'une conjoncture politique nationale favorable pour fonder un contre-pouvoir : une « société républicaine » se serait réunie dans l'église où, aux dires de ses détracteurs de la municipalité, son leader « y a excité du bruit et induit le peuple en erreur »⁴⁹. Mais, impossible d'en savoir davantage sur le pouvoir réel de cette société, faute de sources disponibles. Toutefois peut-on, au travers du prisme des partiales délibérations municipales, supposer qu'elle fut impuissante à renverser le maire et ses proches et plus encore à s'opposer au partage des biens communaux. Effectivement, en mars 1794, au moment où à la Convention nationale Saint-Just fait voter les lois de ventôse, à Ambleny, Michaux et quelques-uns de ses acolytes comparaissent devant le tribunal de police municipal pour avoir commis des infractions sur les biens communaux : ils auraient fauché un pré déjà aliéné à un des grands fermiers et appelé la population du village à les suivre ! Il est probable qu'ils aient été confortés dans leur action par le petit séjour dans la commune d'un détachement de l'armée révolutionnaire parisienne en ce début du mois de mars 1794⁵⁰. Le 20

(48) AD Aisne, Dépôt 5. D1. Délibérations de la municipalité d'Ambleny.

(49) AD Aisne, L 816.

(50) AD Aisne, Dépôt 5. D1. Délibérations de la municipalité d'Ambleny.

thermidor an II (7 août 1794), c'est seul, que Philippe Michaux s'invite à une séance du conseil pour s'insurger contre l'iniquité du partage des biens communaux réalisé la veille⁵¹. Tout au long de l'an III, à la tête d'un groupe dont la plupart des membres (reconnus à leur signature) relève des laboureurs et des ruraux indépendants du village, il n'aura de cesse de multiplier les démarches et les pétitions auprès des administrations intermédiaires et même centrales pour obtenir l'annulation de ce partage pour lequel la fermocratie locale avait abusé de ses fonctions municipales afin de s'arroger les plus beaux lots. Le 1^{er} fructidor an III (18 août 1795), l'administration départementale de l'Aisne exauce ses vœux. Il remporte là son premier grand succès⁵².

Que le conflit politique ait revêtu une dimension sociale à Ambleny, au cœur du système agro-rural bipolaire des plateaux céréaliers du Soissonnais, apparaît comme une évidence. Dire pour autant qu'il s'apparente à une lutte des classes ne va pas de soi pour autant. Au grand dam de Daniel Guérin, le conflit ne met pas aux prises les bras-nus à la fermocratie mais plutôt cette dernière à la classe moyenne rurale des laboureurs, des vigneron indépendants et de certains artisans⁵³. Le reste de la communauté, et notamment les dépendants, se répartit dès lors entre les deux camps, en fonction de l'intensité des liens sociaux, économiques et familiaux qui les rattachent aux uns ou aux autres. Par conséquent, les ressorts sociaux des conflits politiques à la campagne articulent de manière complémentaire des affrontements entre groupes (plus qu'entre classes) et d'autres entre réseaux.

Une fois de plus, l'exemple d'Ambleny démontre les apories d'une approche électorale pour saisir toute la complexité de la traduction politique des conflits sociaux en milieu rural. Le pouvoir communal reste, quelle que soit sa configuration, l'apanage de l'oligarchie des grands fermiers. Et ce n'est pas l'élection du plus important fermier de la commune, Claude Devaux, aux fonctions d'agent communal d'Ambleny sous le Directoire qui infirmera ce constat⁵⁴. Néanmoins, la ténacité de Philippe Michaux, un homme presque seul à croiser le fer avec les grands fermiers, interroge. L'une des clefs de sa motivation ne nous est-elle pas livrée par l'étude de sa parentèle, lorsqu'on découvre que son beau-père est employé

(51) AD Aisne, Dépôt 5. D1. Délibérations de la municipalité d'Ambleny.

(52) AD Aisne, L 816.

(53) Daniel GUÉRIN, *Bourgeois et bras-nus. La lutte des classes sous la Première République, 1793-1797*, Paris, Gallimard, 1946.

(54) AD Aisne, L 1996-1998.

dans les bureaux du Comité de Salut public ? Comment ne pas supposer qu'entre le familial de Saint-Just et de Robespierre, jacobin probable à Paris, et son beau-fils, resté dans ce village situé à moins d'une journée de route en diligence de la capitale, un réseau informatif n'ait été établi ?

Ainsi, pendant la Révolution, les campagnes, du moins celles de l'Aisne, ne sont pas toujours ces espaces clos et enclavés, fermés sur l'extérieur et hermétiques aux enjeux politiques nationaux dans lesquels une certaine historiographie s'est complu à les enfermer. Loin de correspondre au monde du conservatisme, loin d'être toujours le paragon du triomphe du communautarisme, de la contre-révolution et de l'anti-révolution, les campagnes sont aussi un espace d'affrontements socio-politiques, où interfèrent et s'entremêlent constamment et de manière évolutive réseaux sociaux et conscience sociale de groupe, dynamiques endogènes et exogènes, enjeux nationaux et locaux, logiques collectives et individualisme. La variation des échelles territoriales, la multiplication des focales et des approches mettent ainsi à jour une pluralité d'engagements : plus de vingt paysanneries, encore plus de paysans, à l'échelle d'un département, font leur révolution dans la Révolution. Une atomisation du monde paysan en politique est dès lors concevable.

Laurent Brassart

IRHIS – UMR 8529 / Université de Lille 3 – Charles de Gaulle
BP 60149
59643 Villeneuve d'Ascq Cedex
laurent.brassart@univ-lille3.fr

La participation à la consultation référendaire de juillet 1793 relative à l'approbation de la Constitution

Informations et données tirées de ABERDAM serge, *L'élargissement du droit de vote entre 1792 et 1795 au travers du dénombrement du comité de division et des votes populaires sur les constitutions de 1793 et 1795*

Les pays et les systèmes agro-ruraux du département de l'Aisne (Fin XVIII^{ème} - Début XIX^{ème} siècle)